



Di Rupo Elio – PS

AVENIR DE L'EUROPE

MISTER MONEY CONTRE MONSIEUR MONNET

CARTE BLANCHE D'ELIO DI RUPO, PRÉSIDENT DU PS

Plutôt que de mobiliser toutes leurs énergies pour répondre aux difficultés auxquelles les Européens doivent faire face, les dirigeants européens sont aujourd'hui contraints de chercher un compromis avec David Cameron. Mais David Cameron ne veut pas d'une Europe qui fonctionne mieux ; il veut une Europe qui fonctionne moins. Il veut une Europe au service des banques et non une Europe qui protège ses citoyens.

Le projet d'accord dévoilé mardi par le Président du Conseil européen n'a pas de quoi nous réjouir. David Cameron obtient d'ores et déjà un droit de regard sur la zone euro, un mécanisme pour pouvoir limiter les aides sociales aux travailleurs intra-européens, l'accélération de la suppression de droits pour améliorer la compétitivité européenne.

Je défie qui que ce soit de nous démontrer en quoi ceci ouvre la voie à une Europe meilleure. Et nous ne sommes sans doute pas au bout de nos peines car David Cameron s'est déjà empressé de déclarer qu'il y avait encore à faire pour le satisfaire.

Les conditions posées par David Cameron pour faire campagne en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne n'auront qu'un résultat : amorcer le démantèlement de l'Union européenne. Soit en entravant les possibilités de développer une Union plus démocratique et solidaire - qui serait pourtant bien nécessaire -, soit en provoquant la première sortie d'un Etat membre de l'Union européenne.

Le chantage de David Cameron à l'égard de ses collègues consiste à échanger le maintien de son pays dans l'Europe contre un détricotage des acquis essentiels et une paralysie de l'Union européenne.

C'est Mister Money contre Monsieur Monnet.

Deux conceptions de l'Europe s'affrontent ici. D'un côté, la volonté de réduire l'Union à sa plus simple expression, le retour en force du populisme, la recherche du profit économique au détriment des travailleurs, la violation du principe d'égalité entre citoyens européens. De l'autre, un objectif d'intégration progressive inscrit dans les Traités, une protection des travailleurs les plus précarisés et le respect du principe fondamental de libre circulation au sein de l'Union.

Rarement, il m'aura été donné d'entendre un discours aussi cynique, aussi mercantile et aussi destructeur pour l'Europe. Rarement, on aura à ce point défendu les égoïsmes nationaux et remis en cause des institutions aussi fondamentales pour le bon fonctionnement de l'Union que le Parlement européen ou la Cour européenne de Justice. Cette vision abaisse le projet d'un Jean Monnet au niveau des pâquerettes du néolibéralisme.

Quand il réclame un droit de regard sur les décisions de la zone euro, zone dont il n'est pas membre, il s'attaque à ce qui devrait être le moteur de l'Europe. Car la zone euro, c'est-à-dire les pays qui partagent la même monnaie, doit pouvoir générer des progrès sociaux et économiques. C'est sa raison d'être ! Et à terme, tous les Etats membres de l'Union devraient pouvoir partager ces progrès, dans un vaste mouvement de convergence. David Cameron, malheureusement, ne veut pas de cette évolution trop progressiste pour lui. Il veut tenir le Royaume-Uni en dehors de toute intégration politique.

A la veille des 60 ans des traités de Rome, ceux qui, comme Charles Michel, espèrent encore pouvoir trouver dans le chantage de David Cameron la moindre opportunité pour réformer l'Europe, se révéleront, tôt ou tard, les complices de la déliquescence, voire de la fin du projet des pères de l'Europe.

Une Union européenne n'a de sens que si l'on y partage les mêmes objectifs fondamentaux. Or, M. Cameron développe une vision de l'Europe très étriquée, sans souffle ni perspectives pour les futures générations. S'engager pour l'Europe, ce n'est pas manœuvrer pour renforcer les banquiers de la City, ce n'est pas réduire les droits des travailleurs, ce n'est pas affaiblir le Parlement européen, ce n'est pas créer différentes catégories de citoyens européens.

Voilà pourquoi je réagis. Voilà pourquoi nous devons tous nous mobiliser. Il est clair que l'urgence est à nos portes et que l'Europe doit changer. Mais certainement pas dans la direction que veut nous faire prendre David Cameron.

Je ne cesserai de le dire, le fonctionnement de l'Europe doit être repensé pour devenir véritablement démocratique. Les Européens doivent prendre eux-mêmes les décisions qui engagent leur avenir, et non les ministres des Finances de la zone euro. Nous devons mettre fin à la compétition fiscale entre les Etats membres et au dumping social qui permet l'exploitation des travailleurs au sein de l'Union. Le modèle social et environnemental européen doit être renforcé, pas détruit. Nous devons donc sortir les Européens de l'austérité, en permettant aux Etats de retrouver les marges de manœuvre nécessaires au lancement de projets ambitieux.

L'Europe se trouve à un tournant et, c'est triste à dire, la sortie de route nous guette. Aujourd'hui, de plus en plus de dirigeants européens se détournent des valeurs fondamentales de l'Europe. En Hongrie, en Slovaquie, en Pologne ou encore au Danemark, on n'hésite plus désormais à bafouer les valeurs censées nous unir et guider notre action. C'est désolant et surtout inacceptable.

Chaque concession aux adversaires d'une Union forte et solidaire nous affaiblit collective- ment et nous divise. Le moment est venu d'opposer un front du refus, de mobiliser tous ceux qui croient en l'Europe et de reprendre le chemin d'un progrès partagé par tous.

Entre l'Europe de David Cameron et celle de Jean Monnet, le Parti Socialiste belge a fait son choix.